Déclaration de M. Harlem Désir, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, en réponse à une question sur la situation en Syrie, au Sénat le 12 novembre 2015.

2015-11-12

Vous avez évidemment raison, la situation de la ville martyre d'Alep est un sujet de préoccupation sur lequel le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, a attiré à plusieurs reprises l'attention de la communauté internationale.

En ce qui concerne le blocus que vous décrivez, comme vous l'avez vous-même indiqué, la situation vient d'évoluer au cours des dernières heures, puisque les forces du régime syrien ont repris il y a peu la route qui avait été perdue le mois dernier.

En revanche, il faut garder à l'esprit la situation dramatique des populations civiles et de l'opposition modérée à Alep depuis plus d'un an. Celle-ci se bat courageusement contre un double ennemi : d'une part, le régime, qui poursuit ses attaques indiscriminées, et dont il faut rappeler qu'il porte la principale responsabilité des violences commises contre les civils, comme le rappellent régulièrement les Nations unies ; d'autre part, Daech, dont on connaît également la monstruosité et la barbarie vis-à-vis des civils et de tous ceux qui ne se soumettent pas à son idéologie.

Il n'y a donc pas de solution exclusivement militaire à la crise syrienne, et Laurent Fabius rappellera samedi à Vienne nos trois priorités, en concertation avec nos partenaires.

La première priorité est humanitaire. Vous l'avez dit, Madame la Sénatrice, il faut assurer l'accès humanitaire aux populations et obtenir la fin des bombardements indiscriminés, autrement dit un cessez-le-feu.

Notre deuxième priorité est de lutter contre le terrorisme : la France poursuit et accroît ses frappes contre Daech et va déployer dans la région le porte-avions Charles-de-Gaulle. Nous devons également préserver l'opposition modérée, car elle constitue le meilleur rempart contre les terroristes - ce n'est pas le cas du régime syrien actuel.

Enfin, notre troisième priorité est de rechercher une solution politique globale, qui relève d'une absolue nécessité, car elle est la condition de tous les progrès dans les autres domaines. Les contours de cette solution sont connus, ils sont fondés sur ce que l'on appelle le «communiqué de Genève». Ce document, issu de discussions internationales, prévoit la

mise en place d'un gouvernement de transition, incluant à la fois des éléments du régime et de l'opposition, et la préservation des institutions de l'État syrien.

Quoi qu'il en soit, Assad devra partir. En effet, tant qu'il sera là, il n'y aura pas de rassemblement du peuple syrien autour d'une solution de paix.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 23 novembre 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196916-declaration-de-m-harlem-desir-secretaire-detat-aux-affaires-europeenn